

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-deroute-de-l-ALCA-dans-une-Miami-en-Etat-de-Siege>

La déroute de l'ALCA dans une Miami en État de Siège.

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALENA, TLC US-UE -

Date de mise en ligne : samedi 27 décembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Jeb Bush (le gouverneur de la Floride, NDLR) voulait une victoire à Miami, et il l'a obtenue déclare la Maison Blanche. Cependant, n'importe quel observateur honnête sait parfaitement que les négociations sur la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA, ou ALCA pour ses initiales en espagnol, NDLR) ont échoué avant même de commencer.

A peine une semaine avant le Sommet, des fonctionnaires du Commerce avaient annoncé qu'aucun des thèmes centraux de l'accord n'allaient être sur la table. Des négociations sur des sujets clés qui ont provoqué des conflits entre les Etats-Unis et les nations en développement - les tarifs agricoles, la propriété intellectuelle et les règles pour les investissements étrangers par exemple - ont été postposées à l'année prochaine.

Pour tenter d'éviter le même scénario d'échec qu'a essuyé l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancún il y a à peine quelques mois, les Etats-Unis ont d'emblée offert un ALCA " light " destiné à sauver la face et à donner une apparence de vie à ce qui se trouve aujourd'hui au point mort.

La " globalisation " est-elle terminée ? Pourquoi des mécanismes tels que l'OMC et l'ALCA sont-ils en train d'échouer ? Et pourquoi des milliers de manifestants se sont-ils rassemblés à Miami pour dénoncer un accord qui paraissait moribond ?

D'entrée de jeu, c'est à l'administration Bush, qui maintient un unilatéralisme sans vergogne y compris dans les négociations commerciales, qu'il faut créditer l'échec de la rencontre de Miami.

Le représentant commercial Robert Zoellick n'a en effet accepté aucune des concessions exigées par les représentants des nations latino-américaines

► des mesures réelles pour ouvrir les marchés des Etats-Unis surtout. Cet immobilisme rendait donc difficile aux pays du Sud dans leur ensemble d'accepter pour leur seule part des compromis.

Mais le mouvement altermondialiste (appelé " for Global Justice ", pour la Justice globale, dans les pays anglo-saxons, NDLR) peut également à bon droit réclamer une part de responsabilité dans le mérite d'avoir stoppé l'ALCA. Les soulèvements populaires dans tout l'hémisphère ont ébranlé l'idée que les plans économiques des Etats-Unis représentaient une marche inéluctable, et acceptée par tous, vers le progrès. Ces mobilisations sont aussi entrées en concordance avec des gestes de défi de la part de plusieurs gouvernements du Sud qui sont aujourd'hui moins dociles que par le passé face aux menaces de la Maison Blanche.

A la veille de la réunion ministérielle sur l'ALCA, l'administration Bush avait annoncé qu'elle allait promouvoir des accords commerciaux bilatéraux avec des pays tels que la Colombie, le Pérou et la Bolivie. De tels accords individualisés permettent d'écarter la désagréable possibilité d'affronter un bloc commercial unifié du Sud. Mais après Miami, les Etats-Unis ont " perdu " des économies clés de l'hémisphère : le Venezuela, l'Argentine, et, surtout, le Brésil.

La gouvernement brésilien du président Lula Da Silva a co-présidé la rencontre de Miami et a directement participé à la mascarade promotionnelle d'un ALCA " light ". Mais il n'a par contre pas du tout cédé sur des questions qui, sûrement, feront échouer les futures négociations. Les Vénézuéliens, qui ont qualifié l'ALCA " première mouture " comme un " projet colonial qui cherche à s'imposer au-dessus des constitutions de toutes les nations souveraines " ont eu plus de franchise quant aux résultats réels de Miami.

" C'est une victoire extraordinaire dans la lutte contre l'ALCA " a ainsi déclaré Edgardo Lander, membre du Comité présidentiel sur l'ALCA du Venezuela. " Ils voulaient un accord total et à grande échelle ; ils ne l'ont pas obtenu. Et ils ne l'obtiendront jamais. Ce n'est pas encore la fin de la partie, mais c'est bien une grande défaite du plan états-unien

".

Notre mouvement a mis du temps à intérioriser ce message. Car si nous n'applaudissons pas l'échec des négociations sur l'ALCA, nous risquons d'aider les efforts de l'administration Bush à présenter sa défaite en Floride comme un pas en avant. Car la vérité est que l'optimisme du gouverneur Bush envers l'ALCA " light " sert avant tout à masquer un fait important : la semaine dernière, à Miami, les ministres du Commerce ont prématurément achevé leurs travaux parce qu'ils n'avaient plus rien à se dire. Une clôture prématurée qui aurait pu permettre aux manifestants de profiter du soleil et de la plage s'il n'y avait pas eu la police...

En avance sur son temps

John Timoney, le chef de la police de Miami, est devenu un homme en avance sur son temps. Des années avant que l'administration Bush n'invente sa doctrine de " guerre préventive " et que John Ashcroft ne commence à démanteler les libertés et les droits des États-Uniens, Timoney arrêtait préventivement à tour de bras les contestataires.

Son fait d'arme le plus fameux fut lorsqu'il servait à Philadelphie où il a nettoyé les rues de la ville des manifestants contre l'ascension de Bush à l'occasion de la Convention nationale républicaine de 2000. Quatre-vingt manifestants (dont l'auteur) qui avaient l'intention de manifester avec des banderoles et des panneaux à partir d'un magasin de marionnettes du centre ville n'ont jamais réussi ne serait-ce qu'à franchir la porte : nous avons été accusés à l'avance de bloquer la circulation et arrêtés.

Timoney était également un leader visionnaire dans l'utilisation d'informations secrètes de valeur douteuse. Les avocats des personnes arrêtées à Philadelphie avaient ainsi découvert que l'ordre d'arrestation contenait des données communiquées par le conservateur millionnaire Richard Mellon Scaife qui avait averti la police que nos sources financières " provenaient du Parti Communiste et de gauchistes et... de la Fédération syndicale mondiale, ancienne alliée de l'Union soviétique ".

Plus récemment, alors qu'il prenait ses fonctions à New-York, puis à Miami, Timoney a adopté une autre attitude. En parlant des mobilisations contre la globalisation, il a comparé les manifestants avec Ossama Ben Laden. Il a alerté les citoyens sur le danger d'attaques à l'anthrax. Et il a interdit dans le centre de Miami l'utilisation des bâtons en bois destinés à porter les banderoles et les pancartes. De communistes, nous sommes devenus des terroristes.

Timoney a consacré des mois entiers à terroriser les habitants de Floride à notre sujet. Après la première journée de manifestations, alors que The Miami Herald les décrivait comme étonnamment pacifiques, le chef de la police se permettait de déclarer dans ce même journal : " Il y a des gens de l'extérieur qui viennent pour terroriser et vandaliser notre ville ". Il n'est pas nécessaire de préciser qu'avec de telles déclarations, le droit à l'expression des manifestants n'a pas figuré parmi ses premières priorités.

Une semaine de séminaires et de manifestations locales ont culminé le jeudi avec une journée d'action. Un cortège de quelques milliers de jeunes qui portaient des marionnettes s'est rassemblé matinalement et s'est immédiatement retrouvé encerclé par la police. Les manifestants ont finalement négocié pour être escortés jusqu'à une zone proche de l'amphithéâtre de la ville, près de la mer, où arrivaient les ouvriers métallus. Plusieurs cars de ces délégations de travailleurs avaient d'ailleurs été arrêtés et n'ont pas pu rejoindre à temps le meeting.

Dans l'après-midi, les 10.000 personnes qui se trouvaient à l'intérieur de l'amphithéâtre se sont unies à celles qui arrivaient de l'extérieur pour entamer une manifestation rapide par le Boulevard Biscayne. Mais les forces de Timoney ne l'ont pas permis. Elles ont bloqué l'accès à la route qui avait été définie et qui passait près de la réunion

ministérielle et ont forcé les manifestants à prendre la route proche de la mer.

Plus tard, lorsque les escarmouches ont commencé, les provocations de la part des manifestants furent peu nombreuses, pour ne pas dire inexistantes. Par contre, les policiers anti-émeutes ont utilisé tout leur arsenal de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc afin de nettoyer la zone. L' Herald, qui n'est pas tout à fait un bastion de la pensée progressiste, a informé " qu'à part quelques poubelles incendiées par les manifestants, on a pas enregistré au cours de ces journées des actes de vandalisme ou de dégâts significatifs aux propriétés ". La police n'a fait que chercher l'affrontement avec des manifestants non-violents, et elle l'a trouvé.

Au final, il y eut 150 arrestations et 50 autres le jour suivant. Selon l'Herald, une douzaine de manifestants blessés ont été soignés aux urgences de l'Hôpital Jakson Memorial et plus d'une centaine ont gagné les installations de premiers soins des organisateurs, touchés par les balles de caoutchouc ou par les " pepper spray ".

Comme l'a souligné L.A Kauffman, " Nous avons été les témoins et les victimes d'une opération militaire financée par des fonds militaires ". En effet, vu le fait que le gouvernement local manquait de moyens pour financer la mobilisation policière, une solution originale avait été trouvée : 8,5 millions de dollars du paquet de 87 milliards de dollars approuvés pour l'Irak ont ainsi été déviés pour réprimer les manifestations contre l'ALCA. (...). Comme l'a déclaré un responsable du syndicat AFL-CIO, " J'ai ressenti pour la première fois ce que cela signifie de manifester dans un Etat policier " (...)

Quelque chose de nouveau

Il est difficile de se sentir victorieux après une telle agression, avec des manifestants encore emprisonnés et la police qui se pavane. (...) Mais ces manifestations ont représenté quelque chose de nouveau pour le sud de la Floride. La région n'a pas une longue histoire de syndicalisme et elle se situe loin des centres du radicalisme universitaire. La tenue des négociations de l'ALCA dans le comté de Dade équivaut à la décision de l'OMC de réaliser son sommet dans le lointain Qatar.

Rassembler près de 20.000 manifestants a été le résultat d'un impressionnant travail organisationnel. Et le fait que la plus grande partie du centre de Miami a été préventivement bouclée par un imposant dispositif anti-émeutes soulignait avec force la réalité que quel que soit l'endroit où les ministres du commerce se réunissent, ils ne peuvent plus le faire dans le discret anonymat comme c'était le cas il y a encore quelques années.

Contrairement à ce que déclarait Timoney, ce sont des résidents locaux qui ont consacré des mois de travail à la préparation des mobilisations. Des activistes communautaires, des étudiants, des verts du comté de Palm Beach ont soutenu les manifestations de rue. Une coalition d'organisations de base telles que la Coalition des travailleurs Immokalee, le Centre des travailleurs de Miami, l'Association des familles à bas revenus, s'est mise sur pied et a organisé une marche de trois jours à partir de Fort Lauderdale jusqu'à Miami afin de mettre l'accent sur l'impact de la globalisation sur les personnes de couleur dans le sud de la Floride.

L'organisation Jobs with Justice et les syndicats locaux ont réalisé des réunions qui ont écarté les revendications réactionnaires nationalistes par rapport à la question du commerce et ont insufflé aux manifestants un esprit d'internationalisme ouvrier.

Avec la déroute des négociations de l'ALCA, cet internationalisme prend encore plus d'importance que jamais. Notre vision d'une globalisation reposant sur la solidarité entre les peuples, l'échange équitable et respectueux envers les droits de l'Homme, n'est pas épuisée. Mais ce n'est pas le cas non plus de la vénération envers le profit à laquelle nous nous opposons. Bush n'est pas un globalisateur ; son projet est celui d'un impérialisme de la dernière heure. Il

continuera à soutenir les intérêts des multinationales même en l'absence de mécanismes de commerce multilatéraux.

En attendant, la perspective d'un ALCA affaibli est un motif de fête. Les peuples des Amériques, j'imagine, ne s'en étonneront pas.

Par Mark Engler

* Mark Engler <mailto:engler@democracyuprising.com>
écrivain.

Traduction : Ataulfo Riera, pour RISAL.